

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024

SELMA LABIB

CONDUCTRICE DE BUS

GAËL QUIRANTE

POSTIER

SALAIRES, CHÔMAGE :

FACE À LA GUERRE QUE NOUS MÈNENT
GOUVERNEMENT ET CAPITALISTES,

NOUS DEVRONS NOUS BATTRE POUR UN
PLAN D'URGENCE POUR LES TRAVAILLEURS !



Les prix continuent de flamber et nos salaires ne suivent pas. Ceux qui réussissent encore à boucler le mois sont contraints de couper dans le nécessaire, parfois même dans les repas ou le chauffage.

Le gouvernement est vent debout contre les hausses de salaire automatiques en fonction de la hausse des prix. Comme le Smic est le seul salaire indexé, il a rattrapé les plus bas salaires et son augmentation automatique est dans le viseur de la droite et du gouvernement qui veut « *désmicardiser la France* ».

Pendant ce temps, les licenciements continuent. Dans le commerce, dans la distribution, les « nouvelles technolo-

gies ». Alors que, pour ceux qui restent au travail, la charge ne fait que s'alourdir puisque l'embauche est réduite au minimum. Et le gouvernement promet de s'en prendre une nouvelle fois aux chômeurs en durcissant une nouvelle fois les règles du chômage.

Gouvernement et patronat nous ont déclaré la guerre. Nous n'aurons pas d'autre choix que de prendre le chemin des luttes. Mais nous avons pour nous un atout maître : sans nous, rien ne se fait. Si nous décidons de croiser les bras, ils ne sont plus rien du tout.

SELMA LABIB

AUGMENTER LES SALAIRES TOUT DE SUITE !

Dès que les prix ont commencé à flamber, le gouvernement a expliqué qu'il ne voulait pas d'indexation des salaires : ce serait une « *spirale inflationniste* »... Sauf que les salaires ont très peu augmenté, alors que l'inflation est bien là ! Il faut dire que les patrons, eux, augmentent leurs prix dès que leurs fournisseurs ont augmenté les leurs. Et nos « *fournisseurs* » à nous, ceux qui nous vendent de quoi remplir notre caddie, ils n'ont pas augmenté leurs prix ?

Dernière grande idée de Bruno Le Maire : une hausse de la TVA (l'impôt le plus injuste) permettant de diminuer nos cotisations sociales et d'augmenter ainsi le salaire net. Compenser la hausse des prix en augmentant les prix encore plus, il fallait oser !

Le Smic, lui, grimpe un peu parce qu'il est indexé sur les prix (tout au moins sur son indice officiel souvent inférieur à la hausse réelle du coût de la vie). Comme les autres salaires stagnent, le nombre de salariés au Smic a augmenté ces deux dernières années de 50 % pour atteindre 3,1 millions, soit 17,3 % des salariés. Les patrons sont gagnants parce qu'ils sont totalement exonérés de cotisations « patronales » sur le Smic. Et c'est nous qui, par nos impôts, payons la Sécu à leur place.

Contre les hausses de prix, les patrons agitent la menace des délocalisations dans les pays, en particulier européens, où les salaires sont plus bas : Roumanie, Pologne, Portugal, etc.

Mais les travailleurs de ces pays subissent eux aussi l'inflation de plein fouet. Partout, les salaires sont à la traîne sur les prix, permettant aux patrons d'empocher de très confortables bénéfices. En France, pendant que nous galérons, les entreprises du CAC 40 ont fait plus de 146 milliards d'euros de bénéfices !

Ici, mais aussi en Italie, en Finlande, en Allemagne, au Portugal, au Royaume-Uni, les grèves se multiplient ces derniers mois pour des augmentations de salaire. Nous avons tous les mêmes problèmes. La lutte, c'est la seule voie qui peut nous permettre de nous en sortir.



SITE WEB : https://linktr.ee/sans_frontieres_ni_patrons

YOUTUBE : @Revolutionnaires_journal

INSTAGRAM : @selma_labib et @gaelquirante

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Coordination et convergence des luttes : les directions syndicales aux abonnés absents

Quelles touchent les entreprises privées ou les services publics, des grèves pour les salaires ont lieu presque sans discontinuer en France : il y en a sans doute eu des milliers depuis 2021.

Ce sont certes des grèves éparpillées, rarement à l'échelle de toute une entreprise, d'un groupe ou d'une branche, dont quelques-unes ont été davantage médiatisées : dans les raffineries en octobre 2022, chez Vertbaudet au printemps 2023, à Disneyland Paris en juin 2023, chez les contrôleurs SNCF en décembre 2022 puis en février 2024...

Beaucoup de ces grèves gagnent au bout de quelques jours, au moins partiellement, sous la forme de revalorisations en pourcentage ou de primes, car beaucoup de patrons cèdent, visiblement par peur d'une extension.

Mais, du côté des directions syndicales nationales, pas la moindre tentative de les coordonner. Pendant le mouvement des retraites de 2023, l'intersyndicale n'a pas cherché à lier maintien des pensions et urgence de l'augmentation des salaires, alors même que l'inflation s'emballait, que cette vague se poursuivait et que ce lien aurait pu encourager d'autres travailleurs à rejoindre la lutte. Cette coordination serait pourtant indispensable pour sortir des primes accordées localement et aller vers de véritables augmentations de salaire.

En octobre 2023, les directions syndicales ont appelé à une journée de grève pour les salaires, mais en noyant cette question dans une multitude de revendications vagues, comme le droit à vivre dignement... À quelques jours d'une « conférence sociale » à laquelle elles se sont précipitées pour discuter bien inutilement avec le patronat.

Le 19 mars dernier, seule la fonction publique a été appelée à se mobiliser, comme si l'urgence ne touchait pas le privé exactement de la même manière !

Le Medef et le gouvernement n'ont pas beaucoup à s'inquiéter de ces initiatives. Pourtant, un mouvement d'ensemble du monde du travail est bien nécessaire. Et les élections européennes sont là pour rappeler qu'il faudrait même l'organiser au-delà des frontières nationales, les travailleurs connaissant les mêmes galères, ayant bien souvent en face d'eux les mêmes patrons.

Mais, si les organisations syndicales font défaut, pas question pour autant de les attendre ou de baisser les bras : le mouvement d'ensemble, il faudra le construire nous-mêmes, faire converger les luttes et nous organiser pour cela.

Stellantis : ces « relocalisations » qui n'ont jamais créé le moindre emploi !

En 2021, Stellantis (fusion de PSA-Opel et Fiat-Chrysler) avait prétexté le manque de semi-conducteurs pour annoncer la fermeture de l'usine Opel d'Eisenach en Allemagne jusqu'en 2022 et le transfert « temporaire » de la production des Opel Grandland vers le site français de PSA Sochaux. Les travailleurs allemands ont dû subir des mois de chômage partiel, et les travailleurs de PSA Sochaux des samedis et jours fériés travaillés ainsi que des allongements d'horaires... Sans aucune embauche ! À Sochaux, 650 intérimaires ont même été licenciés comme des centaines dans d'autres usines PSA.

Même chose dans le reste de l'Europe : quand PSA a retiré à l'usine Opel de Vienne-Aspern en Autriche la fabrication de boîtes de vitesse (puis fermé ce site de 500 salariés) pour les faire produire à PSA Valenciennes, il n'y a pas eu une seule embauche, seulement une surcharge de travail pour les ouvriers français. Quand l'Opel Mokka a été délocalisée d'Espagne à l'usine de PSA Poissy, les suppressions de postes y ont continué de plus belle ainsi que les cadences infernales.

QUELQUES CHIFFRES À AVOIR À L'ESPRIT FACE À SON PATRON

Sur la période 2022-2023 :

- **Le salaire médian (la moitié des salariés gagnent plus, la moitié moins) a augmenté de 7,9 %**
- **Le taux d'inflation (selon l'Insee) a été de 10,4 %**
- **La hausse des prix des produits de grande consommation dans la grande distribution a été de 25,5 % (et encore les chiffres s'arrêtent à septembre 2023 !)**

POUR EN FINIR AVEC LE CHÔMAGE, INTERDISONS LES LICENCIEMENTS, RÉPARTISSONS LE TRAVAIL ENTRE TOUTES ET TOUS !

Attal envisage désormais une nouvelle réduction de six mois de la durée d'indemnisation des travailleurs et des travailleuses privés d'emploi.

DES « PRIVILÉGIÉS » LES CHÔMEURS ?

Le dernier indicateur de l'Unédic précise pourtant que 51 % des inscrits travaillent une partie du mois, que seulement 43 % des inscrits sont indemnisés, que l'allocation mensuelle moyenne est de 1 033 euros net et enfin que 95 % des inscrits touchent moins de 1 000 euros. Toutes les « réformes » de l'assurance-chômage depuis 2017 visent un but précis : en finir avec la garantie d'avoir un revenu de remplacement basé sur l'ancien salaire quand on n'a plus de boulot pour, à terme, obliger les

privés d'emplois à accepter n'importe quel travail ou vivre avec un revenu fixe minimum, misérable, versé par l'État.

DES « FAINÉANTS » LES CHÔMEURS ?

2,3 millions de personnes sont actuellement (officiellement) au chômage en France, soit 7,5 % de la population active. Un pourcentage en augmentation depuis un an et cela devrait continuer : ça licencie un peu partout, dans la distribution, le commerce, les jeux vidéo. Notamment à cause du report de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans : 20 % de ces 177 000 actifs supplémentaires seront au chômage !

C'est le capitalisme qui crée le chômage. D'un côté les patrons licencient, délocalisent, ferment les usines, de l'autre ils ag-

gravent les conditions de travail, dérèglent le Code du travail. Sans oublier les gouvernements qui suppriment des millions de postes dans la santé, l'éducation et les transports pour mieux arroser les grandes entreprises d'argent public.

Pour imposer le droit à l'emploi, il faudra interdire totalement les licenciements. Mais ça ne nous viendra pas d'une loi votée d'en haut dans un monde capitaliste : seules nos luttes pourront imposer une réduction massive du temps de travail et la répartition du travail entre tous sous le contrôle des travailleuses et des travailleurs eux-mêmes, sans perte de salaire.

LES FAUSSES BONNES IDÉES

>> BAISSER LES TAXES ? La TVA est l'impôt le plus injuste qui soit puisque, pour un produit donné, tout le monde, riche ou pauvre, paye la même taxe. Nous sommes bien sûr pour sa suppression pure et simple. Le Rassemblement national propose bien de baisser les taxes, mais sans imposer davantage les riches pour compenser ! Cette mesure vise à détourner les travailleurs de la revendication de hausse des salaires qui est leur seule façon d'avoir prise pour lutter contre la hausse des prix : ce que veut avant tout le RN, c'est préserver les profits des patrons.

>> DES PRIMES POUR COMPENSER LA HAUSSE DES PRIX ? Tout ce que l'on arrache aux patrons est bon à prendre, mais le salaire n'a pas bougé : les nouvelles primes compensent au mieux la nouvelle hausse de l'année en oubliant la perte des années précédentes ! Ce qu'il faut, ce sont des augmentations de salaire qui rattrapent tout ce qui a été perdu depuis le début de la hausse des prix.

>> RÉDUIRE LES COTISATIONS SOCIALES POUR AUGMENTER LES SALAIRES ? Moins d'argent pour la Sécu, ce sont des soins moins remboursés, des caisses de retraite à la peine, des prestations sociales amoindries. Les seuls gagnants seraient les patrons. Ceux-ci ont déjà obtenu que les salaires au Smic soient totalement exonérés de cotisations patronales, et ce sont nos impôts qui les payent à leur place ! Les cotisations sociales, y compris celles dites « patronales », font en réalité partie de notre salaire. Cet argent nous est dû !

>> D'AUGMENTER LA TVA POUR FINANCER LA RÉDUCTION DES COTISATIONS SOCIALES est une variante de la « bonne idée » précédente, en pire. D'abord, les déremboursements de soins et les tensions sur les retraites effaceraient très vite cette prétendue augmentation du salaire net. Ensuite, les patrons se contrefichent d'une augmentation de la TVA puisqu'ils la récupèrent de toute façon. Par contre, pour eux, la suppression d'une partie des cotisations sociales serait tout bénéf !

>> BLOQUER LES PRIX ? Pour les loyers et l'électricité, pourquoi pas, mais cela pose le problème de qui contrôle les grands groupes qui sont autant d'États dans l'État. Et, pour ce qu'on achète en supermarché, comment vérifier que, pour le même prix, on n'en a pas moins avec un nouvel emballage ? Nous n'avons pas prise sur la fixation des prix, alors que nous pouvons lutter, collectivement, pour des augmentations de salaire !

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

CE QU'IL NOUS FAUT :

UNE LUTTE D'ENSEMBLE

Mais pour obtenir ces mesures vitales, il faudra une mobilisation d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. C'est cela qui fait peur au gouvernement et à la classe dirigeante. Il faut à la fois mettre en discussion sur nos lieux de travail nos revendications urgentes, la nécessité de construire un mouvement d'ensemble et de se mettre en lien avec d'autres entreprises.

NOUS DEVONS TOUT CONTRÔLER... ET CONSTRUIRE UNE AUTRE SOCIÉTÉ !

Ce que nous arrachons aux capitalistes d'une main, ils le reprennent de l'autre. Les faire reculer, cela veut dire commencer par contrôler tout ce qu'ils font. Et tant mieux si cela remet en cause leur pouvoir sur la marche de l'économie et de la société dans son ensemble : rendre publique la comptabilité des entreprises pour dévoiler toutes les manœuvres qui mènent à l'augmentation des prix et des profits, interdire les licenciements et réquisitionner les entreprises récalcitrantes.

Aujourd'hui, ce sont quelques-uns qui décident de tout ce qui se fait dans la société parce qu'ils possèdent les capitaux qu'ils ont confisqués à la société. Pour leurs profits, ils sont prêts à nous pressurer autant qu'ils le peuvent et même à mettre le monde à feu et à sang.

Ils possèdent ? Peut-être, mais c'est nous qui produisons tout, y compris toutes les richesses qu'ils accaparent, et c'est là notre force.

La seule manière d'en finir une bonne fois pour toutes avec le chômage, la misère et leur cortège de guerres, c'est que les travailleurs prennent eux-mêmes en main le fonctionnement de la société et mettent fin au système capitaliste afin de construire une société communiste, débarrassée de toute exploitation et de toute oppression.

>> HAUSSE GÉNÉRALE D'AU MOINS 400 EUROS PAR MOIS pour tous les salaires, pensions et minima sociaux

>> PAS UN REVENU EN DESSOUS DE 2 000 EUROS NET

>> HAUSSE AUTOMATIQUE DES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMA À CHAQUE FOIS QUE LES PRIX AUGMENTENT

Il faut que les salaires suivent le coût de la vie ! Comme il faut une augmentation correspondant à la consommation réelle des travailleuses et des travailleurs : nous sommes les mieux placés pour savoir de combien notre caddie a augmenté, à nous de nous organiser dans les entreprises et les quartiers pour fixer nous-mêmes de combien les salaires doivent augmenter et à quel rythme.

>> INTERDICTION DES LICENCIEMENTS Que ce soit dans le public ou le privé, il faut en finir avec les suppressions d'emplois, qui mènent à ce que d'un côté on donne le boulot de deux ou trois personnes à chaque travailleur, et de l'autre de plus en plus de chômeurs sont coincés dans la galère.

>> IL FAUT AU CONTRAIRE RÉPARTIR LE TRAVAIL ENTRE TOUTES ET TOUS PAR UNE BAISSÉ DU TEMPS DE TRAVAIL jusqu'à résorption du chômage

>> EMBAUCHES MASSIVES DANS LES SERVICES PUBLICS, dont l'éducation et la santé

GAËL QUIRANTE

Votez pour une liste de travailleuses et de travailleurs !

Le NPA-Révolutionnaires présente aux prochaines élections européennes une liste intitulée « Sans frontières ni patrons : urgence révolution ! » conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus à la RATP, et Gaël Quirante, 48 ans, postier. Ces élections, quel que soit leur résultat, ne permettront pas de faire face à l'impasse capitaliste qui engendre les bas salaires, la destruction des services publics, les guerres et le saccage de la nature : seule une riposte

ouvrière et populaire, un grand mouvement d'ensemble, pourra changer les règles du jeu !

Mettre un bulletin NPA-Révolutionnaires dans l'urne, c'est exprimer le rejet de la politique du président des riches et du racisme de l'extrême droite mais aussi la méfiance envers les politiciens de gauche qui font de belles promesses quand ils sont dans l'opposition mais ont toujours trahi une fois au pouvoir. C'est aussi et avant tout exprimer la confiance dans notre propre capacité en tant que travailleurs et travailleuses à changer le monde : notre programme est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et du monde.

